



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Cofinancé par
l'Union européenne**

**DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE
L'IMMOBILIER**

**SERVICE ACHAT INNOVATION LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS
BUREAU DES ACHATS IMMOBILIERS ET PRESTATIONS**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)

**Relatif aux prestations d'accompagnement individualisé et d'appui à la
coordination des acteurs locaux pour l'intégration des bénéficiaires de
la protection internationale**

Le présent marché public a été passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L.
2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique

Le présent CCTP comporte l'annexe suivante :

Annexe 1	Indicateurs suivi et de résultats
----------	-----------------------------------

1 DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 GENERALITES.....	3
1.2 CONTEXTE.....	3
1.3 OBJET DU MARCHE.....	4
1.4 CADRE GENERAL	4
2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
2.1 PRESTATION N° 1 : ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE DES BENEFICIAIRES DE LA PROTECTION INTERNATIONALE	6
2.2 PRESTATION N° 2 : APPUI A LA COORDINATION DES ACTEURS LOCAUX DE L'INTEGRATION	12
2.3 MODALITES D'EXECUTION COMMUNES AUX DEUX PRESTATIONS.....	14
3 MODALITES DE SUIVI DES PRESTATIONS.....	18
3.1 PILOTAGE DE L'ACCORD CADRE.....	18
3.1 RAPPORT D'ACTIVITE ET ACTUALISATION DU DIAGNOSTIC DEPARTEMENTAL.....	18
3.3 SUIVI DES INDICATEURS EUROPEENS.....	18
3.4 EVALUATION.....	19

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Généralités

Sauf mention contraire, le terme « Code » ou « CCP », utilisé dans le présent document, fait référence au Code de la commande publique, adopté par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le sigle « MI », utilisé dans le présent document, désigne le ministère de l'Intérieur.

1.2 Contexte

L'augmentation importante du nombre de bénéficiaires de la protection internationale (BPI) depuis 2015 (plus de 660 000 BPI présents en France en 2024), l'intégration de ces personnes, destinées à rester durablement en France, et le constat de l'efficacité des programmes globaux existants, ont conduit à la volonté de donner la possibilité aux BPI les plus vulnérables de bénéficier d'un accompagnement global vers les droits, l'emploi et le logement. Suite à un arbitrage favorable du cabinet du Premier ministre en décembre 2021, il a été décidé de mettre en œuvre un programme d'Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés, autrement dit le programme AGIR, pour favoriser l'accompagnement vers l'emploi et le logement des BPI et assurer la synergie des dispositifs de droit commun et des dispositifs spécialisés.

Le programme AGIR a été déployé dans le cadre d'un marché public (Accord cadre national avec des marchés subséquents départementaux) pour garantir l'accès aux mêmes prestations sur l'ensemble du territoire hexagonal pour tous les BPI en besoin d'accompagnement.

Déployé en 3 phases (26 départements en 2022, 26 départements en 2023 et 40 départements en 2024, le programme est désormais opérationnel dans 94 départements et près de 23 000 BPI sont en cours d'accompagnement. Les départements de la Seine-et-Marne (77) et de la Seine-Saint-Denis (93) sont opérationnels depuis le mois de juillet 2025.

En raison des réductions budgétaires intervenues en 2024, des évolutions importantes ont dû être mises en place dont en particulier la limitation de la file active nationale annuelle moyenne à 25 000 BPI en 2025, sa déclinaison en files actives départementales plafonnées sur la base de critères socio-économiques (flux de BPI, taux de chômage, taux de logements vacants dans le parc social, présence induite dans le dispositif national d'accueil - DNA, présence d'un service de premier accueil des demandeurs d'asile - SPADA) et le recentrage du public éligibles sur les réfugiés les plus vulnérables (en situation de rue, non hébergés ou hébergés dans des dispositifs d'hébergement ne proposant pas d'accompagnement social).

Le premier accord cadre arrivant à échéance en juillet 2026, il est nécessaire de le renouveler pour plusieurs raisons :

- Pour assurer la poursuite et la pérennisation d'une politique d'intégration en faveur des réfugiés qui n'a pas encore pu se déployer pleinement et démontrer son efficacité ;
- Pour conforter la structuration de la politique d'intégration au niveau départemental, la mise en œuvre du programme ayant induit une rationalisation des programmes d'accompagnement et de leur financement, en faveur des étrangers primo arrivants, dont les réfugiés et permis le renforcement des synergies entre les acteurs locaux de l'intégration, institutionnels, en particuliers les services de l'Etat déconcentrés (préfectures et Directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités), les directions territoriales de l'OFII, les acteurs du Réseau pour l'Emploi, les collectivités territoriales dont les conseil départementaux gestionnaires du RSA), et associatifs ;
- Pour assurer la poursuite des accompagnements engagés en faveur des réfugiés les plus vulnérables ;
- Pour capitaliser sur les expériences acquises dans ce domaine par les directions territoriales de l'OFII, les services de l'Etat et les opérateurs associatifs ;
- Pour conforter un modèle et un cadre juridique qui allie pilotage national et mise en œuvre opérationnelle territoriale, avec un cahier des charges national adapté aux circonstances locales.

1.3 Objet du marché

Le présent l'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'accompagnement individualisé et d'appui à la coordination des acteurs locaux pour l'intégration des BPI.

Plus précisément, les prestations attendues sont les suivantes :

- prestation 1 : accompagnement individualisé des bénéficiaires de la protection internationale ;
- prestation 2 : appui à la coordination des acteurs locaux de l'intégration.

Le titulaire est tenu d'assurer les deux prestations.

1.4 Cadre général

1.4.1 Publics éligibles

Les bénéficiaires de la protection internationale (BPI), volontaires et signataires du contrat d'intégration républicaine (CIR) sont éligibles au programme AGIR :

- L'année de l'obtention de leur statut (année N) ;
- Et l'année suivant l'obtention de leur statut (année N-1) ;
- Et s'ils sont dans les situations suivantes :
 - majeurs et mineurs de plus de 16 ans, qui sont signataires du contrat d'intégration républicaine (CIR)
 - majeurs ou mineurs de plus de 16 ans dispensés par l'OFII de la signature du CIR et sous réserve de la production d'une attestation (par exemple : les étudiants)
Y compris, après validation par l'OFII :
 - les BPI éligibles, hébergés en CPH ou dispositifs assimilés, après 9 mois d'hébergement en CPH, ou en sortie de CPH ou dispositif assimilés ;
 - les BPI éligibles, à l'issue des 12 mois d'accompagnement dans le cadre du programme de la réinstallation ;

Les rejoignants de ces BPI sont éligibles au programme AGIR s'ils sont titulaires d'une carte de résident ou d'une carte de séjour pluriannuelle portant la mention « membre de famille d'un bénéficiaire de la protection internationale » ou « membre de famille d'un bénéficiaire de la protection subsidiaire » (article L. 424-3 et L. 424-611, Céseda) ou en instance d'obtenir leur titre de séjour après décision favorable des services préfectoraux, et en qualité de :

- conjoint, partenaire ou concubin ;
- parent d'un enfant BPI mineur et non marié ;
- les enfants mineurs, de 16 ans à 18 ans, d'un BPI éligible, sont éligibles au programme AGIR s'ils signent le CIR pour pouvoir travailler (article 421635, L. 424-3 et L. 424-11, Céseda).

Les apatrides, volontaires, majeurs et mineurs âgés de plus de 16 ans et signataires du contrat d'intégration républicaine (CIR), leurs conjoint, partenaire ou concubin, titulaire d'une carte de résident pluriannuelle portant la mention « membre de famille d'un bénéficiaire du statut d'apatride » et les parents d'un enfant apatride mineur et non marié sont éligibles au programme AGIR.

De façon exceptionnelle, sur instruction du représentant de l'Etat dans le département, tout public spécifique ayant obtenu le statut de la protection internationale ou de la protection subsidiaire peut-être orienté vers le programme AGIR.

Ces publics doivent avoir été orientés conformément à l'article suivant du présent document.

Ne relèvent pas du programme les personnes non mentionnées aux points ci-dessus, et notamment :

- les enfants majeurs des BPI éligibles, sauf s'ils sont eux-mêmes BPI et éligibles au programme AGIR ;
- les parents, frères et sœurs des BPI majeurs éligibles, sauf s'ils sont eux-mêmes BPI et éligibles au programme AGIR ;
- les BPI disposant d'un logement et d'un emploi, ou hébergés de manière durable en CHRS ou dans un CHU proposant un accompagnement social soutenu, mêmes s'ils n'ont pas encore accédé à un emploi ou une formation ;
- les BPI ayant accédé à une formation ou un emploi mais demeurant sans logement, sauf en cas de vulnérabilité particulièrement importante décelée par l'OFII, en particulier lorsqu'ils sont en situation de rue ou d'hébergement précaire ;
- les BPI hébergés en CPH ou dont l'orientation en CPH a été validée ;
- les BPI ayant obtenu leur statut à une date antérieure à l'année N-1 ;
- les BPI pris en charge dans le cadre des programmes de réinstallation ;
- les personnes accédant au séjour régulier à un autre titre que l'asile ;
- les personnes dont la demande d'asile est en cours, inclus recours et réexamen ;
- les personnes déboutées définitivement de leur demande d'asile.

La définition des publics éligibles est susceptible d'être modifiée en cours d'exécution par notes de gestion du pouvoir adjudicateur.

1.4.2 Modalités d'orientation des bénéficiaires

La direction territoriale de l'OFII assure l'orientation des BPI éligibles vers le programme AGIR du département où ils sont domiciliés et résident habituellement.

Cette règle cumulative de domiciliation et de résidence peut être assouplie, au cas par cas, de manière individuelle lorsque la résidence habituelle est difficile à établir en raison de la situation instable des BPI et parfois lorsque les BPI sont hébergés dans un département différent du département de domiciliation. Dans ce cas, la domiciliation pourra être prise en compte de façon prioritaire.

La direction territoriale de l'OFII oriente vers le programme AGIR les BPI éligibles lors de l'entretien de signature du contrat d'intégration républicaine (CIR) et après évaluation de la vulnérabilité des personnes selon les priorités suivantes :

- Priorité 1 : les BPI très vulnérables, c'est-à-dire en situation de rue, avec ou sans emploi ; non hébergés avec ou sans emploi ; hébergés dans des dispositifs d'hébergement généraliste (hors CHRS ou CHUM proposant une prise en charge durable d'accompagnement et un accompagnement social soutenu), avec ou sans emploi.

A ces critères s'ajoutent d'autres situations particulièrement vulnérables : condition familiale (parent isolé d'enfant(s) mineur(s), jeunes majeurs isolés sans ressources) ; femmes victimes de violence ; personnes LGBT+ vulnérabilités liées à la santé (femmes enceintes, victimes de torture ou de traite, etc.) ; situations de handicap freinant l'insertion dans l'emploi et le logement ;

- Priorité 2 : les BPI vulnérables présentant d'autres formes de vulnérabilité c'est-à-dire fragilité particulière détectée non prévue en priorité 1 ; vulnérabilité persistante malgré un accompagnement antérieur auprès d'une autre structure d'accompagnement global ; condition familiale (parents d'enfant(s) mineur(s)) ; cas des BPI ayant obtenu leur statut en année N-1 et dans les structures d'hébergement pour demandeurs d'asile (CADA, HUDA ou PRAHDA), à l'issue de la période de 3 mois renouvelable une fois de maintien autorisée. Dans ces cas, les gestionnaires du dispositif national d'accueil (DNA), de l'hébergement d'urgence généraliste, du SIAO ou des accueils de jour ainsi que les acteurs du Réseau pour l'Emploi ou toute association, formulent des propositions d'orientation dès lors qu'ils identifient de publics éligibles au sien de leurs structures.

Ces gestionnaires orientent :

- les BPI éligibles qu'ils hébergent ou domicilient vers le titulaire du présent marché, lorsque ces derniers ont déjà signé le CIR ;
- les BPI qui n'auraient pas encore signé de CIR vers la direction territoriale de l'OFII compétente afin qu'ils signent ce contrat préalable à leur orientation vers le programme AGIR.

Chaque direction territoriale de l'OFII oriente les BPI en étroite collaboration avec le titulaire du marché subséquent de sorte à assurer l'atteinte de la cible plafond départementale selon les instructions du pouvoir adjudicateur ainsi que son respect une fois celle-ci atteinte. Pour chaque département ayant atteint sa cible plafond, une liste d'attente est mise en place par la direction territoriale de l'OFII compétente dès l'atteinte de la cible plafond du département, pour chaque nouveau BPI éligible qui après évaluation de sa vulnérabilité, aurait vocation à intégrer le programme.

Dans le respect du plafond, pour chaque place libérée, l'OFII propose au titulaire du marché un BPI à contacter. Lorsque la cible plafond est dépassée, les orientations se poursuivent sur un rythme de deux sorties pour une entrée.

Ces modalités d'orientation, d'évaluation de la vulnérabilité et de gestion des files actives départementales ont vocation à être précisées en cours d'exécution par notes de gestion du pouvoir adjudicateur.

2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

2.1 *Prestation n° 1: Accompagnement individualisé des bénéficiaires de la protection internationale*

2.1.1 Description de la prestation

Le prestataire doit assurer le suivi de chaque BPI vers l'emploi et le logement au terme d'un parcours structurant et coordonné visant à lever les freins identifiés à son intégration, dans une approche globale qui vise à traiter l'ensemble de ses besoins. Le prestataire AGIR fait fonction de référent de parcours pour les BPI, afin d'assurer des parcours sans rupture.

Cet accompagnement est réalisé par un **binôme de référents**, salariés du prestataire, couvrant d'une part l'accès à la formation et l'emploi, et l'accès aux droits et au logement d'autre part.

Les référents :

- assurent l'accueil des BPI dans un ou plusieurs lieux dédiés dans le département ;
- effectuent un bilan complet de la situation des personnes par des entretiens individuels couvrant la question du logement, de l'accès aux droits, de l'emploi et de la formation ;
- complètent ces entretiens individuels par des ateliers collectifs et d'autres actions innovantes comme le coaching et le mentorat/parrainage ;
- orientent les BPI vers les dispositifs de droit commun et/ou spécialisés et s'assurent de leur activation concrète en assurant un appui en tant que de besoin ;
- suivent régulièrement le parcours des BPI concernés jusqu'au terme du programme.

Au cours du premier entretien, chaque BPI éligible signe un contrat d'engagement récapitulant ses droits et obligations. Le ministère de l'intérieur met à disposition du titulaire le modèle du contrat.

Ce contrat est complété par un document faisant la synthèse des actions entreprises et des actions à mener, actualisé à chaque entretien.

Dans le cadre du dispositif, le rythme des entretiens individuels et des actions collectives est adapté à la situation des personnes. Un contact régulier, physique ou à distance, est maintenu avec les BPI, et obligatoire **au moins tous les deux mois**.

Un entretien individuel physique ou à distance, est prévu avec les bénéficiaires trois mois, puis six mois après la sortie du dispositif afin de vérifier le caractère durable de leur intégration, qu'il s'agisse d'une sortie en emploi ou logement ou d'une sortie positive en emploi et logement. Sur justification du titulaire, les bénéficiaires peuvent, si leur situation le nécessite, réintégrer le programme de façon exceptionnelle, sur instruction du représentant de l'État dans le département, pour une durée ne dépassant pas 12 mois.

Les sorties en emploi ou logement ainsi que les sorties positives vers l'emploi et le logement de chaque BPI suivi sont assorties d'une prime conformément aux dispositions du CCAP.

Cette prestation comprend le socle d'accompagnements suivants :

▪ **L'accompagnement pour l'accès aux droits et les démarches administratives et sociales, prévoit :**

- La facilitation de la gestion des démarches spécifiques pour l'ouverture des droits (droit au séjour, obtention d'un titre de voyage, reconstitution de l'état-civil auprès de l'OFPRA, réunification familiale, acquisition de la nationalité française, couverture maladie et couverture maladie universelle complémentaire, reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, prestations sociales, échange du permis de conduire, ouverture d'un compte bancaire,...);
- L'information des bénéficiaires sur le système de soins et leur mise en relation, le cas échéant avec un médecin traitant ou tout autre service de santé, y compris de santé mentale ;
- Un soutien à la parentalité (scolarisation et scolarité des enfants ; information sur le système éducatif français, médiation en cas de problème, orientation vers les associations d'aide à la parentalité ou de garde d'enfants, mobilisation le cas échéant du dispositif « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants »);
- Une orientation vers les dispositifs visant à créer du lien avec la société d'accueil (programmes de mentorat, parrainage, service civique, activités collectives associant les habitants et les BPI...);
- La mise en relation avec le SIAO-115 pour les personnes sans solution d'hébergement ou de logement.

Cet appui est renforcé dans le cas où les démarches sont dématérialisées.

Le recours à des services de traduction ou d'interprétariat, en cas de besoin, est essentiel sur ce volet de l'accompagnement.

• **L'accompagnement vers et dans le logement:**

L'accompagnement vers et dans le logement commence sans attendre l'ouverture effective des droits.

L'accompagnement se traduit par :

- L'accompagnement dans la recherche de logement :
 - Réalisation d'un diagnostic individuel sur la situation du ménage et ses besoins ;

- Elaboration avec le ménage du projet d'accès au logement ;
 - Recherche de logement: aide à la constitution, au dépôt et à l'actualisation de la demande d'un logement (logement social, labellisation en tant que public prioritaire SYPLO et démarches DALO; agences et propriétés privées, agences immobilières sociales ou à vocation sociale, opérateur IML, résidences sociales, ...);
 - Organisation d'ateliers collectifs d'aide à la recherche de logement ;
 - Organisation de réunions de sensibilisation sur la réalité de l'accès au logement dans le département, sur les droits et devoirs des locataires ;
 - Recherche de logement dans le parc privé ;
 - En fonction de la situation du ménage, mobilisation du SIAO et des organismes agréés pour l'orientation vers des places d'intermédiations locatives et/ou des places en résidence social dans l'attente d'un logement pérenne, mise en relation avec les bailleurs et acteurs du logement ;
- L'accompagnement individualisé lors de l'installation dans le nouveau logement :
 - Demande d'aide au logement ;
 - Aide à l'emménagement (état des lieux, ameublement, rencontre avec le bailleur, insertion dans l'environnement et visites de quartiers);
 - Information sur les charges inhérentes aux locataires, aide à l'ouverture d'abonnements, à la gestion du budget et des fluides, appropriation des lieux et du quartier de résidence, conseils pour l'entretien du logement ;
 - Des prestations de maintien dans le logement, comprenant des actions de médiation avec les bailleurs en cas de difficulté.

- **L'accompagnement vers l'emploi ou la formation**

L'accompagnement vers l'emploi ou la formation commence également sans attendre l'ouverture effective des droits.

En collaboration et articulation étroite avec les acteurs du Réseau pour l'Emploi (RPE), dont France Travail en début de parcours, puis les autres acteurs du RPE (Conseils départementaux, missions locales, réseaux Cap Emploi, APEC, CHEOPS, ...), l'accompagnement se traduit à travers les actions suivantes :

- réaliser le pré-diagnostic sur tous les aspects de la situation personnelle et professionnelle, en se fondant sur le questionnaire commun d'orientation du Réseau pour l'Emploi, qui sera partagé avec les acteurs du RPE suite à l'inscription du BPI ;
- s'assurer de l'inscription obligatoire effective des BPI souhaitant accéder au marché du travail ainsi que des jeunes (-26 ans) en recherche d'emploi et des allocataires ou demandeurs du RSA, et leur conjoint/concubin/partenaire même si ce dernier exerce une activité, et dès la demande de RSA effectuée, sans attendre la réponse du Conseil départemental ;
- veiller à l'effectivité et au maintien dans le temps de cette inscription ;

- accompagner les BPI pour répondre au questionnaire d'orientation commun au Réseau pour l'Emploi visant à assurer leur bonne orientation par France Travail vers l'acteur du Réseau pour l'Emploi répondant le mieux à leur situation ;
- une fois l'acteur du RPE chargé de l'accompagnement vers l'accès à l'emploi désigné et le rendez-vous auprès de cet acteur fixé, accompagner les BPI dans la préparation de cet entretien. En amont de cet entretien, l'opérateur AGIR informe l'acteur désigné des actions qu'il a déployées pour engager l'accompagnement des personnes afin d'actualiser le diagnostic relatif à la situation des personnes et permettre aux acteurs du RPE d'identifier les démarches engagées pour bien articuler les accompagnements ;
- sur la base du recensement et de l'analyse des besoins exprimés par le BPI et avec l'aide du diagnostic commun au RPE, élaborer un plan d'action, engager l'accompagnement vers l'accès à l'emploi et préparer la prise en charge des personnes par le RPE :
 - en informant sur le marché de l'emploi au niveau local et ses opportunités ;
 - en accompagnant la consolidation du projet professionnel en engageant les démarches d'évaluation des compétences, des qualifications et des expériences acquises à l'étranger et pouvant faire l'objet d'une reconnaissance (ENIC-NARIC ; VAE) ;
 - en informant et en orientant vers des formations linguistiques complémentaires à celles de l'OFII visant à favoriser leur employabilité, comme les ateliers sociolinguistiques ;
 - en organisant des ateliers collectifs sur les techniques de recherche d'emploi avec mobilisation le cas échéant de services de traduction (aide à la rédaction de CV, entraînement à l'entretien d'embauche), et en s'appuyant sur des outils tels que « Travailler en France » et le guide primo-arrivants ;
 - en orientant vers un programme spécialisé favorisant l'emploi ;
 - en mettant en œuvre des actions de maintien dans l'emploi (accompagnement du BPI durant le contrat ou la formation en liaison avec l'employeur ou le formateur, réalisation de bilans réguliers avec l'employeur ou le formateur, médiation en cas de problème).

Les acteurs du Réseau pour l'Emploi mobilisent, en fonction des besoins identifiés de la personne accompagnée l'ensemble des dispositifs de la politique de l'emploi et de la formation (formation en langue étrangère à visée professionnelle, contrats en alternance, contrats aidés, insertion par l'activité économique, formation déployées par les conseils régionaux ou France Travail (POEI, POEC), période de mise en situation professionnelle).

Le titulaire définit les ratios d'accompagnement :

- nombre de BPI suivis par un référent formation et emploi ;
- nombre de BPI suivis par un référent droit et logement.

Le programme AGIR est articulé :

- avec le CIR.

Les formations obligatoires prescrites par l'OFII conformément à la loi (formation civique de 24 heures, formation linguistique, le cas échéant de 600 heures, visant le niveau A2, pour les non scripteurs-non lecteurs, ou en formation à distance) doivent être suivies par les BPI, obligatoirement signataires du CIRL'OFII étudiera, en lien avec le prestataire, les modalités d'adaptation du rythme des formations (rythme intensif, semi-intensif, extensif de formation linguistique de 600 heures, formation civique le samedi, ...) en fonction de la situation du bénéficiaire.

- avec le droit commun,

Le service public de la rue au logement, le RPE et, lorsqu'il est déployé dans le département, le réseau public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) sont concernés. Le prestataire AGIR a vocation à intégrer la nouvelle comitologie mise en place dans le cadre du RPE, notamment lorsque le public BPI est identifié comme un public cible au sein des feuilles de route ou des fiches action. .

Les dispositifs de droit commun sont systématiquement actionnés lorsqu'ils correspondent à la situation des BPI.

- avec l'ensemble des autres programmes et actions mises en place spécifiquement pour faciliter l'intégration des BPI ou de l'ensemble des étrangers primo-arrivants. Le prestataire assure l'orientation des BPI vers ces autres programmes et actions si cela est pertinent, en complément des dispositifs de droit commun.

Ces trois articulations seront précisées en tant que de besoin par des notes d'instruction communiquée aux prestataires au lancement et en cours d'exécution du présent accord-cadre, et seront suivies dans le cadre du pilotage du marché assuré aux niveaux départemental et régional.

Pour mettre en œuvre la complémentarité recherchée entre les acteurs, le prestataire noue les partenariats nécessaires dans le cadre de la prestation 2 du présent accord-cadre.

2.1.2 Durée de l'accompagnement

La durée de l'accompagnement des personnes est limitée à **vingt-quatre (24) mois** à compter de la signature du contrat d'engagement par les bénéficiaires.

Lorsque les BPI sont orientés vers le programme AGIR après 9 mois d'hébergement en CPH ou à leur sortie d'un programme de réinstallation, la durée de l'accompagnement réalisé dans ce cadre est pris en compte dans la durée maximum d'accompagnement de 24 mois du programme AGIR.

Il est mis fin à l'accompagnement dès que les conditions cumulatives sont remplies :

- le ménage dispose d'un logement dans lequel il peut s'installer durablement et de façon autonome (bail signé dans le parc social ou privé) - un ménage peut être constitué d'une seule personne, à savoir :
 - o un logement dans le parc social (bail direct),
 - o un logement dans le parc privé dont les logements en bail direct, les logements mobilisés dans le cadre d'un mandat de gestion et les logements mobilisés dans le cadre d'une intermédiation locative en sous-location (dans ce dernier cas, le contrat de sous-location est considéré comme un bail),
 - o un logement dans une résidence sociale (le contrat d'occupation est dans ce cadre considéré comme un bail),
 - o un logement dans un foyer de jeunes travailleurs (le contrat d'occupation est dans ce cadre considéré comme un bail),
 - o un hébergement chez un tiers, soit le père et/ou la mère, soit son conjoint, soit l'un de ses enfants, avec production d'un certificat d'hébergement du tiers. En cas d'hébergement par le père, la mère ou l'un de ses enfants, le lien de parenté doit être vérifié. En cas d'hébergement par le conjoint, l'opérateur AGIR doit faire en sorte de modifier le bail pour que le nom du BPI hébergé y figure également ;
- Chaque BPI souhaitant travailler est entré dans une formation qualifiante ou certifiante, un contrat en alternance ou occupe un emploi durable (contrat à durée indéterminée ou contrat à durée déterminée d'au moins six mois).
- Sont également considérées comme des sorties positives en emploi :

- le cumul de plusieurs CDD, contrats saisonnier et contrats d'intérim de moins de six mois sur une durée totale de plus de six mois, si cela est un choix assumé par le bénéficiaire par la production d'une attestation confirmant ce choix ;
- les contrats d'insertion CDDI (SIAE) de 4 mois ou plus s'il est suivi d'un contrat dans une autre SIAE, d'une formation ou poursuite de formation ou d'un contrat (CDD) dans une autre structure non aidée ;
- les créations d'entreprises, y compris en qualité d'auto-entrepreneur, sous réserve de la pérennité de l'entreprise et de la viabilité de l'emploi après 6 mois.

De la même manière, les situations suivantes sont également comptabilisées comme des sorties positives :

- les BPI ayant accédé à un logement et dont les droits ont été sécurisés mais qui ne sont pas en recherche d'emploi en raison de leur situation : retraite, étudiants en formation universitaire ou en DU Passerelle accédant à un logement CROUS ou un autre type de logement pérenne, situation de grossesse/naissance ;
- les BPI ayant accédé à un emploi/ une formation et dont les droits ont été sécurisés et qui à l'entrée dans le programme disposaient d'un logement pérenne tel que défini ci-dessus au 1) et y résident toujours ;
- les BPI accédant à des logements de coordination thérapeutique (notamment le dispositif « Un Chez soi d'Abord ») et qui n'accéderont pas à un emploi ou une formation ;
- un déménagement vers un autre département avec accès concomitant à un logement et un emploi/une formation.

La définition des sorties positives peut évoluer en cours de mise en œuvre du programme par note de service du pouvoir adjudicateur conformément à l'article 7 du CCAP.

L'accompagnement de ces BPI peut être repris de façon exceptionnelle pour une durée de (12) douze mois supplémentaires, après instruction du représentant de l'Etat dans le département.

Les BPI qui n'ont pas accédé à un logement et ne sont pas entrés dans une formation qualifiante ou certifiante au bout de 24 mois ou sont sortis du programme pour cause, d'abandon ou exclusion ne peuvent être repris.

Les BPI qui n'ont pas accédé à un logement et ne sont pas entrés dans une formation qualifiante ou certifiante au bout de 24 mois sont pris en charge par le droit commun, en particulier par les Conseils départementaux ou le Réseau pour l'emploi.

Le titulaire exclut, après que le BPI a pu présenter ses observations, toute personne :

- n'ayant pas respecté ses engagements au titre du contrat signé au début de l'accompagnement, notamment en cas de refus d'un logement et /ou ne se sont pas présentés à trois rendez-vous à la suite auprès de l'opérateur sans motif ou justifications ;
- ayant refusé une proposition de logement adapté à la situation du ménage sans motif ou justification ;
- ayant déménagé dans un autre département sans en avoir informé l'opérateur AGIR ;
- ayant manifesté son rejet des valeurs essentielles de la société française et de la République ;
- ayant commis un acte de violence ou proféré des menaces à l'encontre du prestataire ou de tout autre bénéficiaire du dispositif ;
- en cas de comportement délictueux ou d'infraction à la législation entraînant des poursuites judiciaires ;

- dont la qualité de BPI a été retiré par l'OFPPRA.

2.1.3 Le cas des déménagements interdépartementaux

Le déménagement est une situation qui peut intervenir à tout moment de l'accompagnement du BPI par l'opérateur AGIR. Cette possibilité doit être prise en compte dès le premier entretien et l'établissement du diagnostic.

Les principes suivants guident l'action des opérateurs AGIR :

- L'opérateur AGIR amont, soit du département d'origine, est responsable du transfert du dossier vers l'opérateur aval, soit du département d'accueil, via le SI AGIR, et de procéder au relais des informations quant à la poursuite de l'accompagnement du BPI ;
- L'opérateur aval est compétent pour mettre en œuvre la reprise de l'accompagnement dans les meilleurs délais possibles en fonction du parcours de celui-ci.

Les opérateurs AGIR des départements amont et aval doivent donc se mettre en lien afin d'envisager les modalités de transfert et échanger sur la situation du BPI qui déménage. En outre, l'opérateur du département d'origine informe la DT OFII compétente afin qu'elle procède au transfert du dossier du BPI vers la DT OFII d'arrivée.

L'opérateur aval reprend l'accompagnement pour une durée maximale de 24 mois.

En cas de sortie positive vers l'emploi ou la formation et le logement dans une autre département, l'opérateur aval s'assure à trois mois puis six mois lors des entretiens de suivi que l'intégration du BPI est consolidée.

2.1.4 Le cas des solutions emploi et logement trouvées dans deux départements différents.

Dans le seul cas des départements présentant une saturation de leur disponibilité en logements, l'opérateur AGIR peut se rapprocher de l'opérateur d'un département contigu ou voisin pour envisager une solution sur ces deux départements, l'un permettant l'accès à l'emploi et l'autre assurant l'accès au logement.

Dans ce cas, les deux opérateurs bénéficient de la prime de sortie positive prévue à l'article 10.4 du CCAP.

2.2 Prestation n° 2: Appui à la coordination des acteurs locaux de l'intégration

2.2.1 Description de la prestation

Le titulaire appuie le représentant de l'Etat compétent dans l'animation du réseau des acteurs locaux de droit commun et de l'intégration ainsi que dans la coordination de leurs actions pour lever les freins et faciliter l'intégration des BPI.

Ce réseau comprend notamment les services déconcentrés de l'État, les directions territoriales de l'OFII, les représentants du RPE, les acteurs du SPIE, les SIAO, les gestionnaires du DNA et des SPADA, les collectivités territoriales et leurs groupements, les bailleurs sociaux, Action Logement, les agences immobilières à vocation sociale et les organismes d'intermédiation locative, les gestionnaires de résidences sociales, les professionnels de santé (hôpitaux, médecine de ville), la caisse d'allocations familiales (CAF), la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), les entreprises, les organismes de formation professionnelle et de FLE ainsi que les opérateurs spécialisés dans l'accompagnement des étrangers et tout autre acteur que le titulaire du marché estime nécessaire.

Conformément aux dispositions de l'accord-cadre sur la situation transitoire de passation d'un opérateur précédent à un nouvel opérateur retenu au terme du marché subséquent passé sous

l'empire du nouvel accord cadre, l'intégralité des conventions conclues au titre de la P2 par l'ancien opérateur est reprise par le nouvel opérateur, qui bénéficiera d'une transmission en bonne et due forme (cartographie des partenariats existants, transmission des documents de référence, liste de contacts, historique du déploiement des partenariats départementaux, etc.).

Ainsi pour répondre aux besoins identifiés des BPI, le titulaire organise et renforce la bonne articulation et la coordination du programme avec :

- Les actions mises en œuvre dans le cadre du droit commun par l'Etat et les collectivités territoriales ;
- Les autres actions bénéficiant aux BPI et plus largement aux étrangers primo-arrivants et financées par l'Etat, le cas échéant, conjointement avec les collectivités territoriales, dans le cadre des budgets opérationnels de programme 104, 147, 177, ou encore des fonds européens ;
- Les autres titulaires du programme AGIR dans les autres départements de la région pour favoriser la réponse aux besoins des BPI pris en charge et adapter la mise en œuvre opérationnelle du programme au contexte local, interdépartemental ou régional.

Pour assurer cette bonne articulation et coordination, le titulaire met en œuvre :

- La signature de conventions de partenariat et d'engagement réciproques, permettant d'orienter l'action des partenaires en réponse aux besoins identifiés et dont il peut faciliter le montage en lien avec le financeur concerné (Etat, collectivités territoriales) ;
- L'organisation de réunions thématiques et de comités de suivi réguliers permettant d'assurer, dans le respect des meilleures pratiques en matière d'échange et de partage entre professionnels du secteur de l'insertion professionnelle, du secteur social, médico-social et sanitaire, la bonne circulation des informations relatives à la situation des BPI suivis, et la couverture de leurs besoins.

- **En matière d'accès aux droits le titulaire :**

- noue des partenariats avec les services de droit commun comprenant notamment la désignation d'un référent et la mise en place de permanences au sein de ses locaux ;
- préconise au représentant de l'Etat dans le département des mesures de correction et alerte sur les freins identifiés.

- **En matière de logement, le titulaire assure, pour le bénéfice des BPI suivis par le programme AGIR :**

- en lien avec les services de l'Etat, la mobilisation des acteurs locaux du logement, en particulier les collectivités territoriales et les bailleurs sociaux et privés ; les organismes agréés pour la mobilisation de places en intermédiation locative et les gestionnaires de résidences sociales ;
- le cas échéant, la contractualisation d'objectifs de mobilisation de logements auprès des différents réservataires pour le parc public et les résidences sociales ;
- la construction de partenariats avec les SIAO, notamment en cas de besoin de places dans le dispositif d'hébergement d'urgence mais aussi pour accéder aux dispositifs d'hébergement d'insertion ou de logement adapté (logement en intermédiation locative, résidences sociales ou foyers de jeunes travailleurs, via les SIAO) ;
- et les organismes agréés pour la mobilisation de places en intermédiation locative.

- **En matière d'emploi, pour le bénéfice des BPI accompagnés par le programme AGIR, notamment lorsque le public BPI est identifié comme un public cible au sein des feuilles de route ou des fiches action, le titulaire sera intégré à la comitologie du Réseau pour l'emploi dans le cadre de la coopération de l'ensemble des acteurs apportant des solutions**

d'accompagnement posée par la loi pour le Plein emploi du 18 décembre 2023 et participe à la comitologie locale mise en place.

Dans le cadre des comités locaux pour l'emploi, de manière coordonnée, il :

- construit des partenariats, avec les structures en charge de la formation linguistique, particulièrement les plateformes de coordination linguistique lorsqu'elles existent sur le territoire, et de l'insertion socio-professionnelle du territoire dont les services d'insertion par l'activité économique (SIAE) et les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- sensibilise les acteurs économiques (club d'entreprises, chambres consulaires, fédérations professionnelles, etc.) afin de favoriser le recrutement des BPI en entreprise, en particulier dans les secteurs en tension, et de mettre en place des actions de parrainage et de mentorat.

Chaque année, le titulaire évalue, notamment au regard des évolutions du contexte juridique et administratif, la pertinence des partenariats existants et propose, le cas échéant, leur actualisation.

De manière transversale, le titulaire assure des actions de sensibilisation et de formation des acteurs du réseau local de l'intégration aux droits et obligations découlant du bénéfice de la protection internationale.

Le titulaire enrichit la plate-forme refugies.info et tout autre outil indiqué par le ministère de l'intérieur d'informations sur les actions mobilisées par le programme AGIR afin d'en renforcer l'accessibilité. Il s'appuie et relaie les documents nationaux d'information et de communication sur le parcours d'intégration républicaine.

Les conventions signées par le prestataire ne sauraient engager l'Etat, lorsque ce dernier n'est pas partie prenante de la convention.

2.2.2 [Délais](#)

La durée de la mise en coordination des acteurs locaux de l'intégration est conforme à celle du marché subséquent.

2.2.3 [Objectifs](#)

Les objectifs sont définis dans le marché subséquent au vu du diagnostic pré-opérationnel actualisé

Ils comprennent au minimum :

- une convention avec l'OFII ;
- une convention avec les acteurs du réseau public de l'emploi, dont France travail et une ou plusieurs missions locales.

Le cas échéant, une convention avec le chef de file du SPIE et une convention avec le conseil départemental peuvent être signées.

2.3 *Modalités d'exécution communes aux deux prestations*

2.3.1 [Actualisation du diagnostic pré – opérationnel départemental](#)

Les diagnostics pré – opérationnels départementaux actualisés sont annexés aux marchés subséquents afin de porter à la connaissance des prestataires titulaires du présent accord-cadre les résultats et objectifs atteints dans le cadre du premier accord cadre ainsi que de formuler des recommandations pour améliorer les résultats.

2.3.2 [Périmètre d'intervention](#)

Les deux prestations sont déployées par le titulaire à l'échelle départementale ou sur plusieurs départements en fonction de l'aire géographique définie par le marché subséquent.

Les titulaires de l'accord-cadre doivent couvrir à *minima* deux départements.

A titre d'information, un marché subséquent du lot n° 9 couvre les besoins des trois départements suivants : la Corrèze, la Creuse et la Haute-Vienne.

2.3.3 Lieux d'accueil

Le public est accueilli au sein d'un ou plusieurs lieux d'accueil facilement accessibles en transport en commun et permettant l'accueil de personnes à mobilité réduite.

Ces lieux comportent un espace d'attente, des bureaux pour les entretiens individuels permettant la confidentialité des échanges et des espaces de réunions collectives. Ils sont équipés d'un point informatique avec plusieurs postes de travail connectés à internet.

Ces locaux doivent :

- respecter la réglementation en vigueur pour les établissements recevant du public (ERP) ;
- être facilement accessibles et identifiés par une signalétique claire et visible ; être propres ;
- disposer de toilettes séparées hommes/femmes, propres, équipées (lave-mains/sèche-mains) et en bon état de marche ;
- disposer d'un système de chauffage et de ventilation en bon état de marche.

Le titulaire doit cependant pouvoir s'adapter en cours de marché en fonction des besoins en ouvrant d'autres lieux d'accueil, propres ou en partenariat, soumis à la validation du représentant de l'Etat dans le département. Les changements de lieux d'accueil sont également soumis au représentant de l'Etat.

Le titulaire peut prévoir le recours à une ou plusieurs équipes mobiles. Les offres en préciseront les modalités éventuelles.

2.3.4 Equipe dédiée à l'exécution des prestations

2.3.4.1 Composition de l'équipe intervenante

Les prestations sont exécutées par une équipe pluridisciplinaire composée d'une part de référents qualifiés en insertion sociale et professionnelle, chargés des fonctions d'appui à l'accompagnement et d'autre part de professionnels en charge de la coordination du réseau des partenaires.

Le titulaire s'engage à mettre en place l'équipe intervenante sur laquelle il s'est engagé dans son offre remise dans le cadre du marché subséquent.

Le personnel du titulaire affecté à l'exécution du marché subséquent demeure, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Dans le cas où ledit personnel est appelé à travailler dans les locaux des bénéficiaires ou des partenaires, il doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité des bénéficiaires.

2.3.4.2 Ratios d'accompagnement

Le titulaire garantit les ratios d'accompagnement, indiqué dans son offre, qu'il met en place par personne, en distinguant le ratio d'accompagnement pour l'emploi et la formation et le ratio d'accompagnement pour l'accès aux droits et au logement.

En cas d'augmentation du nombre de BPI pris en charge par le programme, le titulaire engage des actions correctives pour retrouver les ratios d'accompagnement dans les deux mois suivant la constatation de la dégradation du ratio.

2.3.5 Interprétariat

Le titulaire communique avec les BPI en français mais a recours à l'interprétariat en tant que de besoin.

2.3.6 Déploiement du programme

Les modalités et délais de déploiement du programme seront précisés lors de la réunion de démarrage.

Il est rappelé que l'exécution des prestations n° 1 et n° 2 courent à compter de la date de notification du bon de commande ou de la date mentionnée dans ce dernier.

2.3.7 Livrables

Livrables attendus	Délais de remise des livrables par le titulaire
Prestation 1 - Accompagnement individualisé des bénéficiaires de la protection internationale	
Compte rendu ou rapport d'activité par département, assorti d'une annexe actualisant le diagnostic départemental de 2025	<ul style="list-style-type: none">- Transmission annuelle au ministère de l'intérieur (DGEF/DIAN) par dépôt sur la plateforme RESANA, espace « Opérateurs », au plus tard le 10 du mois suivant la fin de chaque période annuelle.- Transmission annuelle au préfet de département/région - dans les mêmes conditions mentionnées ci-dessus.
Renseignement des indicateurs dans le Système d'information AGIR pour la publication hebdomadaire des baromètres AGIR par département (cf. annexe 1 du CCTP)	<ul style="list-style-type: none">- Saisine des informations concernant chaque BPI pris en charge lors de l'entretien de signature du contrat d'engagement et au plus tard 15 jours ouvrés après son entrée dans le dispositif. Mise à jour de ces informations régulièrement dans le cadre des entretiens individuels réalisés par les référents de parcours et des fins de prise en charge (sorties, abandon, exclusions).
Prestation 2 - Appui à la coordination des acteurs locaux de l'intégration	
Conventions conclues par lot et par département	<ul style="list-style-type: none">- Transmission trimestrielle au ministère de l'intérieur (DGEF/DIAN) de la liste le 10 du mois suivant la fin de chaque période trimestrielle (les conventions elles-mêmes transmises sur demande)- Transmission trimestrielle au préfet de département/région de la liste dans les mêmes conditions mentionnées ci-dessus.- Transmission des conventions elles-mêmes à la demande du préfet de département/région - 10 jours ouvrés avant chaque comité de pilotage régional ou comité opérationnel départemental

Compte-rendu des réunions des comités de suivi par département	- Transmission trimestrielle au préfet de département/région - 10 jours ouvrés avant le comité de pilotage régional ou comité opérationnel départemental
Compte-rendu des réunions thématiques par département	- Transmission trimestrielle au préfet de département/région - 10 jours ouvrés avant le comité de pilotage régional ou comité opérationnel départemental
Paielement des prestations 1 et 2	
Factures	- Transmission trimestrielle et dépôt sur l'espace dédié sur la plateforme RESANA au plus tard deux mois après le dernier jour de la période trimestrielle précédemment facturée.
Certificat de dépôt Chorus pour chacune des factures déposées	- Transmission trimestrielle et dépôt sur l'espace dédié sur la plateforme RESANA au plus tard deux mois après le dernier jour de la période trimestrielle précédemment facturée.
Si présence de sous-traitant(s) fournir les factures des sous-traitants en plus des factures trimestrielles	- Transmission trimestrielle et dépôt sur l'espace dédié sur la plateforme RESANA au plus tard deux mois après le dernier jour de la période trimestrielle précédemment facturée.
Tableau de suivi anonymisé du public ayant intégré le programme AGIR à chaque demande de paiement	- Transmission trimestrielle et dépôt sur l'espace dédié sur la plateforme RESANA au plus tard deux mois après le dernier jour de la période trimestrielle précédemment facturée.
Tableau de suivi de la facturation	- Transmission trimestrielle et dépôt sur l'espace dédié sur la plateforme RESANA au plus tard deux mois après le dernier jour de la période trimestrielle précédemment facturée.

2.3.8 [Archives des pièces justificatives complémentaires](#)

Les opérateurs conservent dans leurs archives les pièces justificatives complémentaires requises en cas de contrôle effectué par les autorités de contrôle nationales ou européennes, permettant notamment de contrôler la réalité de l'accompagnement (liste non exhaustive) :

- Contrats d'engagement signés par les bénéficiaires ;
- Documents relatifs à l'éligibilité des bénéficiaires (titre de séjour, attestation de prolongation d'instruction le cas échéant, lettre d'admission OFPRA ;
- Diagnostic de premier entretien d'accueil précédent la signature du contrat d'engagement ;
- Entretiens de suivi ;
- Contrats de location ;
- Contrat de travail ;
- Tout autre document pouvant prouver les différentes actions et démarches entreprises dans le cadre de l'accompagnement des bénéficiaires et les comptes rendus succincts des

entretiens réalisés en cours d'accompagnement ainsi que les dossiers déposés au cours de celui-ci (accompagnement social, d'accès aux droits et leur sécurisation, à la formation/l'emploi, le logement, etc.).

En cas de nécessité, le représentant de l'Etat peut solliciter le titulaire pour des éléments intermédiaires.

3 MODALITES DE SUIVI DES PRESTATIONS

3.1 Pilotage de l'Accord Cadre

Le pilotage de l'accord-cadre est effectué à trois niveaux :

- le pilotage stratégique du dispositif est assuré au niveau national par le ministère de l'intérieur dans le cadre de comités réunis a minima **deux fois par an**, associant les ministères du logement et de l'emploi ;
- la coordination régionale du dispositif est assurée dans le cadre d'un comité de pilotage réuni a minima **deux fois par an par région** sous la présidence du représentant de l'Etat dans la région, qui associe les acteurs régionaux concernés
- un comité opérationnel est mis en place au niveau départemental, ou régional en cas de marché interdépartemental, qui se réunit a minima **quatre fois par an par département** sous la présidence du représentant de l'Etat dans le département, qui associe les autres acteurs départementaux concernés.

Le titulaire participe aux instances de pilotage susmentionnées et à toute autre réunion provoquée par le représentant de l'Etat dans le département et la région. Les frais afférents à cette participation sont compris dans le prix du marché.

3.1 Rapport d'activité et actualisation du diagnostic départemental

Chaque année, au plus tard à la date anniversaire du démarrage opérationnel du marché subséquent, l'opérateur transmet aux services de l'Etat un rapport sur le volume de l'activité réalisée au cours de l'année écoulée et les résultats obtenus, accompagné d'une analyse sur les leviers et les freins permettant d'expliquer ces résultats, et assorti de recommandations à envisager pour une optimisation de ces résultats les années suivantes.

En annexe de ce rapport d'activité annuel, l'opérateur proposera une actualisation du diagnostic départemental de 2025. Celle-ci devra notamment confirmer ou infirmer l'actualité des enjeux identifiés, actualiser les indicateurs statistiques à la date la plus récente et, le cas échéant, identifier de nouveaux enjeux à adresser pour les années à venir, dans le cadre de la coordination renforcée et des partenariats avec les acteurs locaux.

Ce rapport d'activité est transmis avant le 10 du mois suivant la fin de chaque période annuelle.

Les indicateurs de suivi et de résultat sont susceptibles d'être modifiés à tout moment par le ministère de l'intérieur.

3.3 Suivi des indicateurs européens

Une subvention européenne a été demandée pour le financement du présent accord cadre.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à transmettre à l'administration les données de réalisation telles qu'attendues dans le cadre des projets bénéficiant d'un financement européen.

A cet égard, le titulaire doit renseigner et mettre à jour, en temps utile et selon les modalités définies, les informations nécessaires pour chaque BPI accompagné et incluses dans le système d'information, SI AGIR, mis à disposition par le ministère de l'intérieur. Tout retard ou manque de diligence en matière de remontée des indicateurs dans le cadre du SI AGIR pourra faire l'objet, après une première mise en demeure, des sanctions pécuniaires prévues par le CCAP.

Le titulaire s'engage à fournir toutes les données détaillées ou tous les documents demandés par l'Etat, ou tout autre organisme externe mandaté par l'Etat, aux fins de s'assurer de la bonne exécution des stipulations de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

Le titulaire tient à la disposition de l'Etat l'ensemble des documents afférents à l'accord-cadre jusqu'à 5 ans à compter de la date d'acquittement de la dernière facture.

3.4 Evaluation

Le ministère de l'intérieur et le représentant de l'Etat dans le département et la région peuvent solliciter le titulaire pour répondre aux besoins de suivi et d'évaluation en cours de réalisation de l'accord-cadre et des marchés subséquents ou à l'issue de ceux-ci.